



REPUBLIQUE DU BENIN



UNION EUROPEENNE

Projet d'Appui à la Justice (PAJ) BJ/FED/024-233 BENIN

Appel à propositions : AAP2018PAJ

“Appui aux initiatives de la société civile pour une justice de qualité et pour l'amélioration des conditions de détention”

Réponse aux demandes d'éclaircissement

N°	Question	Réponse
1	Une ONG qui intervient dans un domaine autre que celui du secteur de la justice, en l'occurrence le domaine de la culture et qui a des expériences dans le secteur de la justice peut-elle participer à cet appel à propositions ?	OUI Il n'y a aucune présélection par le domaine d'activité des demandeurs : ceux-ci seront d'abord évalués sur la pertinence de leur projet par rapport aux résultats attendus et aux priorités de l'appel et par la suite sur leur capacité à gérer et à mettre en œuvre l'action.
2	Est-ce qu'une OSC peut proposer des actions couvrant toute l'étendue du territoire nationale ?	OUI (voir Lignes Directrices page 3 §1.3) <u>Lot 1</u> : Les projets devront couvrir une zone géographique claire et complète (nationale, départementale, pluri-départementales). <u>Lot 2</u> : Ces projets pourront concerner les EP et/ou les CSEA, sur le plan national ou pour des départements précis du Bénin.
3	Les OSC qui ont postulé pour l'appel à proposition lancé par RePaSOC peuvent-elles soumettre leur demande pour l'appel du Projet d'Appui à la Justice ? Est qu'une OSC peut bénéficier de deux subventions de l'UE ?	OUI Les appels à propositions UE sont indépendants. Les demandeurs devront prouver qu'ils possèdent les capacités organisationnelles et financières pour mener chaque projet (<i>voir Lignes Directrices grille d'évaluation 2^{ème} étape page 25</i>).
4	Est-ce que les structures qui doivent accompagner la réalisation des actions proposées doivent remplir les mêmes conditions que la structure demandeur chef de file?	OUI Les codemandeurs doivent satisfaire aux critères d'éligibilité qui s'appliquent au demandeur chef de file lui-même Idem pour les éventuelles entités affiliées (<i>voir Lignes Directrices page 8 §2.1.1 et page 9 §2.1.2</i>). Les associés et les contractants n'ont pas à signer le «mandat pour codemandeur(s)» ou la «déclaration d'entité affiliée»

		<i>(voir Lignes Directrices 10 §2.1.3 page).</i>
5	Peut-on déposer la note succincte par courrier électronique ?	<p>NON (voir Lignes Directrices page 17 §2.2.2)</p> <p>Les notes succinctes de présentation doivent être soumises dans une enveloppe scellée, envoyée par courrier recommandé ou par messagerie expresse privée ou remise en main propre.</p>
6	Existe-t-il des relais dans les départements pour le dépôt des notes succinctes ?	<p>NON (voir Lignes Directrices page 17 §2.2.2)</p> <p>Adresse pour remise en main propre ou pour envoi par messagerie express privée : Régie du devis programme n°3 du Projet d'Appui à la Justice (PAJ) à Cotonou Adresse : Ministère de la Justice, Avenue Jean Paul II (<i>Carrefour trois banques</i>).</p>
7	Comment accéder au canevas de formulation du projet et du tableau Excel budget en Annexe A et B ?	<p>Trois (3) sites internet sont à votre disposition avec tous les documents et annexes nécessaires : https://eeas.europa.eu/delegations/benin_fr www.mdscbenin.org www.finance.org</p> <p><i>Par ailleurs, les tableaux Excel du budget et du cadre logique de votre projet (Annexes A et B) ne sont pas à remplir à cette étape de la note succincte.</i></p>
8	<p>Dans la Déclaration du demandeur chef de files (note succincte §3 tiret 4) il est précisé : « si le montant demandé est supérieur à 39.357.420 FCFA, le demandeur chef de file, le(s) codemandeur(s) et l'/les entité(s) affiliée(s) ne se trouvent dans aucune des situations les excluant de la participation aux marchés et qui sont énumérées au point 2.3.3 du Guide pratique (disponible à l'adresse Internet suivante: http://ec.europa.eu/europeaid/prag/document.do).</p> <p>En allant sur le lien indiqué, nous n'avons pas vu un guide qu'on pourrait télécharger ni au point 2.3.3 du texte une référence à une somme de 39.357.420 FCFA .</p> <p>Nous venons solliciter de votre part une mise à disposition du Guide pratique dont il est fait cas afin de nous faciliter la</p>	<p>(Extrait du PRAG §2.3.3.3 Éléments à fournir)</p> <p>« A) Déclaration sur l'honneur : <i>Les candidats, les soumissionnaires et les demandeurs doivent signer et joindre à leur demande une déclaration certifiant qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations d'exclusion mentionnées aux sections 2.3.3.1 et 2.3.3.2 et, le cas échéant, qu'ils ont pris les mesures appropriées pour remédier à la situation.</i></p> <p><i>L'entité sur la capacité de laquelle ils comptent s'appuyer (= les demandeurs, codemandeurs et entités affiliées) et si le pouvoir adjudicateur le demande, les sous-traitants fournissent la même déclaration.</i></p> <p>(Le pouvoir adjudicateur accepte le document unique de marché européen (DUME) 27 en lieu et place de la déclaration...).</p> <p>Pour les subventions d'un montant de 60 000 EUR maximum, aucune déclaration sur l'honneur n'est exigée ».</p> <p>Cela est conforme au texte contenu dans la Déclaration du demandeur : dans cet appel, pour les subventions demandées inférieures à 60 000 EUR (39.357.420</p>

	compréhension.	<p>FCFA) aucune déclaration sur l'honneur n'est exigée dans ce cas.</p> <p>Au contraire pour les demandants une subvention supérieure à cette somme, il faudra fournir une Déclaration sur l'honneur, selon les prescriptions (en gras) ci-dessus. La version française actuelle du Guide pratique est consultable au <i>lien</i> :</p> <p>http://ec.europa.eu/europeaid/prag/previousVersions.do</p>
9	Le document de la note succincte n'est pas sur le site web de la Maison de la Société Civile.	<p>Le document est bien en ligne actuellement s'appelle « formulaire de demande »</p> <p>Document e3b_applicform_fr.doc</p> <p><i>Vous pouvez consulter ces mêmes documents sur les sites de la Délégation de l'Union européenne au Bénin et du Ministère des Finances et de l'Economie.</i></p> <p>Seules les 2 premières pages et la partie A doivent être remplies pour la note succincte</p> <p>Il ne faut pas remplir la partie B « <i>Formulaire complet de demande</i> » (pages 15 à 48, ni les annexes ou les dernières pages (48 à 52).</p>
10	Est-il nécessaire d'avoir un ou des codemandeur(s) ?	<p>OUI (voir Lignes Directrices page 8 § 2.1.1)</p> <p>« Le demandeur chef de file doit agir avec un/des codemandeur(s) ». Il faut donc une proposition avec au moins un codemandeur.</p>
11	Que signifie le chapitre sur l'éligibilité des coûts (lignes directrices § 2.1.5) ?	<p>Seuls les «coûts éligibles» peuvent être couverts par une subvention.</p> <p>Cela concerne les dépenses qui n'ont pas été prévues et approuvées dans le budget du contrat de subvention du projet ou des dépenses prévues qui ne sont pas réglées selon les procédures du contrat.</p> <p>Ces dépenses seront « non éligibles », c'est-à-dire qu'elles ne pourront pas être prises en compte dans le total de la subvention versée.</p>
12	Les OSC d'une zone géographique du Bénin peuvent-elles présenter un projet dans une autre zone ?	<p>OUI</p> <p>(voir Lignes Directrices page 7 § 2.1.1)</p> <p>La réponse est oui, mais seulement si le projet couvre aussi la zone géographique (départementale, nationale) où le demandeur et/ou le(s) codemandeur(s) ont leur Siège.</p>
	Les petites organisations ont-elles leur chance dans cet appel ?	<p>OUI</p> <p>Même si l'appel est comme un concours, il n'y a pas d'organisations privilégiées : l'évaluation des projets</p>

13	(ou bien est-il comme souvent réservé aux « habitués»)	est réalisée en toute indépendance et objectivité (voir grilles d'évaluation). Le projet doit d'abord être pertinent par rapport aux objectifs, priorités et résultats attendus mentionnés dans l'appel, et cohérent dans sa conception. Mais dans l'évaluation de l'étape 2 (demandes complètes), la « capacité financière et opérationnelle » des demandeurs sera évaluée : l'organisation et les moyens sont-ils renforcés pour mener à bien le projet.
14	Peut-on supprimer les questions à l'intérieur de la note succincte pour gagner de l'espace de rédaction ?	NON Il n'est pas possible de supprimer les questions à l'intérieur de la note succincte. Toutefois, il est possible de supprimer les commentaires ou explicatives des questions. Il est à rappeler que le canevas de la note succincte de présentation se trouve à la Partie A de l'annexe A des Lignes Directrices. Le nombre de pages est limité à 5 ; (Format A4) de caractères Arial 10 avec 2 cm de marges, interligne simple.
15	Comment faut-il préparer le budget ?	Le budget du projet n'est pas demandé dans la note succincte. Ce sera l'un des objets de la préparation du formulaire complet (2 ^{ème} étape). Pour cette première étape, Il faut seulement préciser le montant (et le taux) de la subvention demandée. Cependant, il est conseillé de commencer à évaluer les différentes rubriques du budget du projet (notamment pour ne pas trop oublier) afin d'évaluer correctement la subvention.
16	Pourquoi le délai est court pour envoyer le dossier de demande ?	Il y a 45 jours entre le lancement de l'appel et la date limite de réception des notes succinctes. Il s'agit d'un résumé de votre projet en 5 pages_ qui ne demande pas trop de temps à préparer et à rédiger.
17	Si le demandeur a plusieurs projets à proposer comment peut-il faire ?	Cet appel précise : « Le demandeur chef de file ne peut pas soumettre plus d'une demande dans le cadre du présent appel à propositions », et aussi : « <i>Le demandeur chef de file peut être en même temps un codemandeur dans une autre demande</i> ». Une organisation peut donc participer à 2 projets, un projet comme demandeur et un projet comme codemandeur, puisque : « <i>Le demandeur chef de file peut être en même temps un codemandeur dans une</i>

		<p><i>autre demande ».</i></p> <p>Mais « <i>Un demandeur chef de file, un codemandeur, une entité affiliée ne peut pas se voir attribuer plus de 1 subvention au titre du présent appel à propositions ».</i></p>
18	Un fonctionnaire d'Etat peut-il faire des prestations pour un projet retenu ?	<p>OUI (voir Lignes Directrices page 15 § 2.1.5 coûts inéligibles)</p> <p>Un fonctionnaire pourrait faire une prestation sur le projet mais il ne pourra pas se faire rémunérer (percevoir un salaire ou honoraire) dans le cadre de son intervention.</p>
19	La capacité financière des OSC est-elle obligatoire ?	<p>OUI (voir Lignes Directrices page 15 § 2.1.5)</p> <p>Dans l'évaluation de la deuxième étape (formulaires complets), une partie de la grille d'évaluation (20 points) est consacrée spécifiquement à « la capacité financière et opérationnelle des demandeurs et leur(s) entité(s) affiliée(s) ».</p> <p>La capacité financière des demandeurs et codemandeur(s) sera évaluée entre autres:</p> <ul style="list-style-type: none"> - par leurs expériences passées au niveau budgétaire, - par le renforcement de leur organisation (équipes) pour réaliser le projet.
20	Dans quelles conditions peut-on remplacer un codemandeur ?	<p>Le demandeur chef de file ne peut remplacer un codemandeur ou une entité affiliée que dans des cas dûment justifiés (par ex. faillite du codemandeur ou de l'entité affiliée initiaux). Dans ce cas, le nouveau codemandeur/la nouvelle entité affiliée doit être de nature similaire au codemandeur/ à l'entité affiliée initial(e).</p>
21	Le budget soumis dans la note succincte peut-il être modifié dans le formulaire complet de demande (Etape 2) ?	<p>OUI (en partie voir Lignes Directrices page 19 §2.2.5)</p> <p>« La contribution de l'UE ne peut s'écarter de plus de 20 % par rapport à l'estimation initiale ».</p>
22	Un réseau d'ONG peut-il avoir au sein de ses membres, des codemandeurs?	<p>OUI</p> <p>Si les codemandeurs visés répondent aux critères d'éligibilité, ils peuvent participer à l'action comme tels.</p>